



CONNECCARIBBEAN PROJECT

Webinaire du 15 juin 2021

9 : 00 – 12 : 00 (Martinique)

Organisé par le LC2S

Coordination : Justin Daniel

Processus de racialisation des rapports sociaux : Passé et présent des mobilisations collectives dans la Caraïbe

Process of racialization of social relationships:
Past and present of collective mobilizations in the Caribbean

Procesos de racialización de las relaciones sociales:
Pasado y presente de las movilizaciones colectivas en el Caribe

Lien de connexion (français et espagnol) :

<https://cnrs.zoom.us/j/92913877849>

ID de réunion : 929 1387 7849

Code secret : L1vGix



Présentation

Ce webinaire est organisé dans le cadre du programme de recherche européen H2020 *Connected Worlds : The Caribbean, Origin of Modern World*. Ce programme offre l'opportunité de renforcer les liens entre les territoires de la Caraïbe, d'Europe et d'Amérique latine. Son objectif est double : favoriser des recherches sur l'histoire de la Caraïbe et mettre en réseau, dans le cadre d'une démarche résolument comparative et interdisciplinaire, des chercheurs et des institutions travaillant sur des thématiques liées au système esclavagiste, à la construction de la race, au racisme, aux modèles de développement et à la circulation des images et des représentations dans et hors de la Caraïbe.

Le webinaire propose d'analyser les processus de racialisation des rapports sociaux à travers les mobilisations collectives intervenues dans la Caraïbe à partir de la première moitié du XIXe siècle, en faisant une large place aux approches socio-historiques. Tout en plaçant la focale sur les Antilles françaises, il entend ouvrir des perspectives comparatives avec les îles voisines.

Le webinaire qui se déroule simultanément en français et en espagnol, est organisé autour d'une série d'interventions, suivies d'un large échange avec les participants :

➤ Justin Daniel, professeur de science politique, Université des Antilles, LC2S
Les mobilisations sociales et politiques à la Martinique durant la 1re moitié du XXe siècle : regards croisés sur la Caraïbe et prolongements contemporains.

➤ Malcom Ferdinand, chargé de recherche au CNRS, IRISSO (Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales)
Des écologies caribéennes contemporaines aux prises avec l'histoire coloniale et l'esclavage (Martinique, Porto Rico)



- Mael Lavenaire, Docteur en histoire contemporaine, chercheur associé au Laboratoire AIHP-GEODE, Université des Antilles

Le combat contre la discrimination raciale : l'élément fondateur d'une action collective anticoloniale dans les Antilles françaises au début de la départementalisation (1946-1967)

- Pierre Odin, Maître de conférences contractuel en science politique à l'Université des Antilles, LC2S – CERI Sciences Po (associé)

La racialisation des conflits sociaux entre identification collective et différenciation politique

- Fred Réno, professeur de science politique, Université des Antilles, LC2S

L'invention de l'ethnie dans les mobilisations politique et sociale en Guadeloupe



Résumé des communications

Les mobilisations sociales et politiques à la Martinique durant la 1^{re} moitié du XX^e siècle : regards croisés sur la Caraïbe et prolongements contemporains.

Justin Daniel, professeur de science politique, Université des Antilles, LC2S

Cette communication est organisée autour de trois séries de considérations. En premier lieu, elle rappelle comment la première moitié du XX^e siècle, notamment durant l'entre-deux-guerres, est jalonnée à la Martinique par des mobilisations collectives caractérisées par une forte polarisation socio- raciale dans un contexte de revendication politique d'égalité républicaine. En second lieu, elle met ce constat en miroir avec celui observé durant les années 30 dans d'autres territoires de la Caraïbe, en particulier anglophones, à un moment où les travailleurs se sentent piégés par la perpétuation et la reproduction des hiérarchies politique, économique, sociale et des rapports sociaux racialisés hérités de la colonisation, alors que se forment les sentiments nationalistes et indépendantistes. Enfin, elle pose l'hypothèse d'un prolongement contemporain de ce qui s'apparente à une sorte de matrice initiale de laquelle procèdent de récentes mobilisations à la Martinique marquées par une forte prégnance de la mémoire du passé et la convocation des figures historiques du rapport colonial et esclavagiste.

Des écologies caribéennes contemporaines aux prises avec l'histoire coloniale et l'esclavage (Martinique, Porto Rico)

Malcom Ferdinand, chargé de recherche au CNRS, IRISSO (Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales)

Comment penser l'écologie depuis le monde caribéen ? Telle fut la question à laquelle plusieurs associations et collectifs de préservation de l'environnement en Martinique et à Porto Rico ont répondu depuis les années 1970. À partir d'une enquête de terrain initiée en 2011, je reviendrai sur les principales actions et discours d'associations écologistes populaires de ces deux territoires non souverains, ainsi que les manières dont l'histoire coloniale et esclavagiste est revisitée.



Le combat contre la discrimination raciale : l'élément fondateur d'une action collective anticoloniale dans les Antilles françaises au début de la départementalisation (1946-1967)

Mael Lavenaire, Docteur en histoire contemporaine, chercheur associé au Laboratoire AIHP-GEODE, Université des Antilles

Dès 1948, deux ans après l'entrée en vigueur de la loi du 19 mars 1946, la fermeture politique affichée par le gouvernement Schuman sur l'application immédiate de la législation sociale métropolitaine est perçue par les militants communistes de la CGT comme une discrimination raciale permettant de fonder un discours revendicatif basé sur l'égalitarisme et légitimé à leurs yeux par le nouveau cadre politico-administratif.

L'égalité sociale est revendiquée également dans le secteur public par les fonctionnaires antillais dès 1948, mais c'est uniquement après l'affaire des « Dix-huit chefs de service » au début de l'année 1951 suivie du décret du 8 juin, que les fonctionnaires antillais répondent à la connexion sollicitée depuis 1948 par les responsables syndicaux du secteur privé.

Ce tournant permet l'organisation d'une action collective réunissant tous les élus et les responsables syndicaux des secteurs public et privé pour dénoncer la discrimination raciale dans la politique sociale des différents gouvernements qui se succèdent, une politique que l'on définit localement comme « colonialiste ».

C'est dans le cadre de ce mouvement sociopolitique des années 1950 que se tient la « grande grève » des fonctionnaires en 1953 et les grèves les plus importantes des ouvriers agricoles de la Martinique et de la Guadeloupe. C'est au cours de ce mouvement que tous les privilèges sont supprimés pour les fonctionnaires venus de l'extérieur et c'est à l'issue de cette mobilisation collective que tous les fonctionnaires en exercice dans ces départements obtiennent le taux de 40 % comme pourcentage de majoration de leurs salaires.

Si cette action collective connaît une rupture à partir de 1957, elle nourrit l'esprit et les représentations d'une nouvelle génération qui devient majoritaire avec l'accroissement démographique. Cette jeunesse manifeste un autre tournant dans le combat contre la discrimination raciale encore prégnante dans leur environnement dominant. Les mobilisations sociales et politiques classiques laissent ainsi la place aux révoltes populaires avec les émeutes de décembre 1959 à Fort-de-France en Martinique puis celles de mars 1967 à Basse-Terre en Guadeloupe.



Ce tournant a des répercussions politiques directes au moment où le nationalisme guadeloupéen gagne du terrain.

Il sera utilisé par les « gardiens » de l'État et de l'ordre colonial pour justifier la répression politique et le massacre de mai 1967 à Pointe-à-Pitre sans mettre fin, dans ces sociétés post-esclavagistes caribéennes, à la frustration générée par un sentiment populaire de discrimination raciale maintenue au plus haut niveau de la sphère étatique.

La racialisation des conflits sociaux entre identification collective et différenciation politique

Pierre Odin, Maître de conférences contractuel en science politique à l'Université des Antilles, LC2S — CERI Sciences Po (associé)

Cette présentation propose d'analyser le processus de racialisation des conflits sociaux et sa place dans la politique du conflit dans la Caraïbe francophone (Guadeloupe, Martinique, Guyane). Pour ce faire, j'entends d'abord montrer comment les mouvements anticolonialistes se sont historiquement appuyés sur une critique de la domination raciale pour mobiliser autour d'eux. En retour, j'aborderai la façon dont ces organisations anticolonialistes participent à façonner l'expression ordinaire des rapports sociaux et les représentations qui y sont associées — notamment pour se différencier les unes des autres.

L'invention de l'ethnie dans les mobilisations politique et sociale en Guadeloupe

Fred Réno, professeur de science politique, Université des Antilles, LC2S

L'objectif de cette communication est de saisir le processus d'invention de catégories ethniques dans l'action collective notamment dans l'espace politique et la mobilisation sociale.

À l'occasion des élections départementale et régionale de 2021, les représentations de la compétition politique ont connu quelques changements sans que l'on puisse en déduire pour autant une évolution significative.

Au nombre exceptionnel de listes s'ajoutent un nombre non moins élevé de jeunes, une diversité d'orientations et la participation de plusieurs listes qui se proclament « citoyennes ».



Au-delà de ces nouveautés, deux listes sur les douze en compétition ont publiquement à travers les discours de leur leader, utilisé les notions pour l'une d'ethnie, et pour l'autre d'indo-guadeloupéens et d'afro-guadeloupéens. La finalité avouée étant de montrer que leur groupe est représentatif de la composition de la population guadeloupéenne.

Cette référence serait restée vraisemblablement anecdotique si elle était exceptionnelle. En réalité elle est récurrente et s'est développée à l'occasion de la grande mobilisation sociale de 2009.

Replacer dans son contexte, l'usage de ces notions permet de saisir leur portée.

La comparaison de l'utilisation de ces catégories dans les champs politique et social nous amène à identifier des correspondances et des invariants qui pourraient conforter l'idée d'une invention par le discours d'une ethnicité dont on perçoit mal la réalité sur le terrain.